

Présentation

Depuis la crise de 1973, les pays industrialisés à économie de marché ont freiné brutalement leur demande de pétrole : alors qu'en 1973 cette demande absorbait presque le tiers de l'énergie totale produite dans le monde, elle n'en représente plus actuellement que le quart. En conséquence, l'OPEP (1), principal fournisseur de cette zone, a vu ses ventes de pétrole diminuer de 320 millions de tonnes entre 1973 et 1981.

La place occupée par les autres pays et les autres combustibles s'est donc accrue. Cependant, par sa masse et son influence sur tous les marchés de l'énergie, le pétrole échangé à l'intérieur du monde non-socialiste continue de jouer un rôle essentiel.

Ceci sera analysé à travers l'étude des transformations qui ont eu lieu entre 1973 et 1980, puis du poids actuel des autres régions et des autres sources d'énergie, pour se concentrer enfin sur les perspectives de la demande des pays industrialisés à économie de marché et la politique de l'OPEP ; ceci nous conduira à formuler des hypothèses sur l'évolution probable des prix de l'énergie d'ici 1990.

1. 1973-1980 : Les progrès de l'autosuffisance ont stabilisé le volume des échanges d'énergie

La situation énergétique mondiale en 1973 apparaît comme l'aboutissement d'une évolution commencée en 1950 : le développement spectaculaire de la production de pétrole au Moyen Orient avait permis une baisse considérable du prix relatif de l'énergie, qui a entraîné à la fois une rapide croissance de la consommation d'énergie dans le monde et

(1) Pour la liste des pays membres, voir tableau 4.

TABLEAU 1 - Bilan énergétique mondial 1980 (Mtep)

	1 Combustibles solides	2 Pétrole brut et CGN	3 Produits pétroliers	4 Gaz	5 Nucléaire (1)	6 Hydro et géo- thermique (1)	7 Electricité	8 Total
a) Production	1 825	3 099		1 292	161	421		6 798
1. Etats-Unis	425	478		489	60	68		1 520
2. Canada	21	82		65	9	60		237
3. Europe de l'Ouest	208	123		160	49	105		645
4. Japon	12	—		2	19	22		55
5. ANZAS (2)	114	21		9	—	9		153
6. OPEP	1	1 374		77	—	6		1 458
7. Autres pays en développe- ment	88	293		74	5	83		543
8. Economies planifiées	956	728		416	19	68		2 187
b) Importations	187	1 602	334	170			14	2 307
1. Etats-Unis	1	270	74	25			3	373
2. Canada	11	29	1	—			—	41
3. Europe de l'Ouest	83	595	144	93			7	922
4. Japon	44	225	23	21			—	313
5. ANZAS (2)	—	30	9	—			1	40
6. OPEP	—	5	7	—			—	12
7. Autres pays en développe- ment	16	342	65	3			—	426
8. Economies planifiées	32	106	11	28			3	180
c) Exportations	174	1 560	363	173			14	2 264
1. Etats-Unis	50	14	3	1			—	68
2. Canada	10	10	10	20			3	53
3. Europe de l'Ouest	20	71	106	61			7	265
4. Japon	1	—	—	—			—	1
5. ANZAS (2)	40	—	4	—			—	44
6. OPEP	—	1 198	75	30			—	1 303
7. Autres pays en développe- ment	—	125	107	13			1	246
8. Economies planifiées	53	142	58	48			3	304

TABLEAU 2 - Bilan énergétique mondial 1980 (Indices base 100 en 1973)

	1 Combustibles solides	2 Pétrole brut et CGN	3 Produits pétroliers	4 Gaz	5 Nucléaire	6 Hydro et géo- thermique	7 Electricité	8 Total
a) Production	115	108		121	343	134		115
1. Etats-Unis	121	93		89	300	103		101
2. Canada	175	82		98	300	130		104
3. Europe de l'Ouest	95	615		127	272	122		137
4. Japon	80	(1)		67	950	129		147
5. ANZAS	143	105		225	—	113		137
6. OPEP	100	88		179	—	200		91
7. Autres pays en développe- ment	138	181		211	500	189		177
8. Economies planifiées	113	145		175	633	151		134
b) Importations	141	98	89	215			175	103
1. Etats-Unis	100	162	52	96			150	110
2. Canada	110	64	20	—			—	67
3. Europe de l'Ouest	160	80	115	266			140	96
4. Japon	122	87	115	1 050			(2)	99
5. ANZAS	—	107	129	—			—	114
6. OPEP	—	250	233	—			—	240
7. Autres pays en développe- ment	267	110	108	150			—	112
8. Economies planifiées	114	138	85	215			300	136
c) Exportations	129	96	92	219			175	102
1. Etats-Unis	152	(3)	100	50			—	179
2. Canada	143	19	111	80			150	56
3. Europe de l'Ouest	87	1 420	88	218			140	146
4. Japon	(4)	—	(5)	—			—	100
5. ANZAS	200	—	133	—			—	191
6. OPEP	—	85	82	231			—	86
7. Autres pays en développe- ment	(6)	195	82	260			(7)	122
8. Economies planifiées	106	158	157	800			300	165

le remplacement du charbon par le pétrole. En 1973 il représentait 49 % de la production mondiale d'énergie. L'importance croissante de l'OPEP comme fournisseur de pétrole s'est traduite par le développement des échanges d'énergie : en 1973, 38 % de l'énergie produite dans le monde a été exportée, dont 68 % par l'OPEP.

Le gonflement considérable de la demande, s'ajoutant à l'augmentation des coûts de production depuis 1970, a abouti à la hausse brutale des prix du pétrole, déclenchée en 1973 par l'OPEP, à la faveur de l'embargo, mais suivie par tous les autres producteurs. Cette hausse, puis celle surtout de 1979-1980 ont infléchi assez brutalement les tendances antérieures de progression tant de l'offre que de la demande d'énergie.

● *La croissance de la demande d'énergie dans les pays industrialisés s'est ralentie.* En effet, à la stagnation de leur production industrielle s'est ajouté un effort notable d'économies d'énergie dans ce secteur, effort rentabilisé par la hausse des prix. Par ailleurs, le taux d'équipement élevé en véhicules et appareils ménagers consommant de l'énergie, déjà atteint en 1973 et la faible croissance démographique ont permis des économies d'énergie dans les secteurs résidentiel et des transports. Ainsi, entre 1973 et 1980, la consommation d'énergie n'a augmenté que de 2 % en Amérique du Nord, 5 % en Europe de l'Ouest et 8 % au Japon.

● *Pour la première fois, la part du pétrole dans le bilan énergétique mondial a baissé.* Entre 1973 et 1980, sa contribution à la production totale d'énergie a diminué de trois points. En effet, la production de charbon a recommencé à augmenter grâce à la chute de son prix relativement à celui du pétrole : en particulier, les Etats ont renforcé leur aide à la production nationale dans les vieux pays charbonniers (Europe de l'Ouest, Japon), et les compagnies pétrolières internationales ont commencé à acheter des mines en Amérique et dans les pays « neufs ». En même temps, la production d'électricité nucléaire s'est développée rapidement, surtout dans des zones où sa contribution était négligeable en 1973 : Japon, URSS, pays en développement ; par contre, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, la croissance a été bien moins forte que prévu.

● *La production de pétrole, devenue rentable même dans des zones à coût élevé, s'est développée dans les pays consommateurs :* en Mer du Nord, dans de nombreux pays en développement non membres de l'OPEP, et enfin aux Etats-Unis, où la reprise a été retardée jusqu'en 1978 par la déconnexion des prix intérieurs par rapport à ceux de l'OPEP. De leur côté, les économies planifiées gardaient un bon rythme de production.

Les pays membres de l'OPEP se sont finalement trouvés victimes de ce double mouvement de baisse de la demande et de montée des

TABEAU 3 - Variation des positions des exportateurs et importateurs d'énergie - 1973-1980, en Mtep (1)

Exportations nettes	- 152
OPEP	- 224 (2)
Economies planifiées	+ 72
Importations nettes	- 116
Amérique du Nord	+ 27
Europe de l'Ouest	- 125
Japon	- 4
Océanie et Afrique du Sud	- 16 (3)
Pays en développement (hors OPEP)	+ 2
Différence statistique	36
<p>(1) Voir en Annexe le tableau des coefficients de conversion utilisés dans les articles. (2) 1980-1981 : - 96 Mtep. (3) Devenus exportateurs nets.</p>	

productions des importateurs nets d'énergie, alors que dans le même temps les économies planifiées réussissaient à améliorer leur position d'exportateurs nets. C'est ce qui explique que les exportations de l'ensemble des treize pays de l'Organisation aient diminué de 14 % entre 1973 et 1980 (tableau 3).

L'amélioration du taux d'autosuffisance de nombreux pays s'est traduite par une stagnation du commerce énergétique mondial en volume : il n'a augmenté que de 3 % entre 1973 et 1980. Par contre, le transfert de valeur au bénéfice des producteurs d'énergie a été exceptionnel : le prix moyen de la tonne de produits énergétiques exportée a été multiplié par 7, ce qui représente une augmentation plus de 3 fois supérieure à celle de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits manufacturés pendant la même période.

2. 1980-1990 : L'influence sur le marché mondial des zones périphériques et des énergies alternatives restera limitée

Contrairement à la consommation de pétrole des pays industrialisés à économie de marché, la demande d'énergie des autres régions du monde a continué à augmenter rapidement après 1973. En même temps, les marchés du charbon et du gaz prenaient plus d'ampleur. Mais ils ne paraissent pas porteurs de déséquilibres futurs.

• La consommation d'énergie des *pays à économie planifiée* a augmenté de 31 % entre 1973 et 1980 : elle représentait alors un peu moins du tiers de la demande mondiale. Mais aussi bien les pays de l'Est européens (y compris l'URSS) que la Chine sont autosuffisants en énergie et depuis 1973, leur production a crû plus vite que leur consommation. Ces deux blocs, bien que d'importance inégale, présentent d'autres points communs qui permettent d'envisager pour eux des perspectives à moyen terme similaires : ils ont des surplus exportables (110 Mtep et 17 Mtep respectivement en 1980) ; leur demande interne doit continuer à augmenter, en Chine au moins pour satisfaire les besoins dus à la croissance démographique, en URSS et dans les pays de l'Est européens avec l'amélioration du niveau de vie et aussi l'effort de mécanisation nécessité par le manque de main-d'œuvre ; les investissements projetés, en particulier dans la production nationale d'énergie, nécessiteront des ressources croissantes en devises pour financer les importations d'équipements. Comme il est expliqué dans les articles traitant de la Chine et de l'URSS, il en résulte que l'on s'attend à un maintien des exportations d'énergie, et en particulier de pétrole, de ces pays vers le bloc occidental, avec une diminution prévue pour l'URSS et au contraire une possible augmentation pour la Chine, après 1985.

• La consommation des *pays en développement* non membres de l'OPEP a augmenté de 48 % entre 1973 et 1980, alors que leur production s'accroissait de 77 % : mais ces pays ne représentaient encore, en 1980, que 8 % de la demande et 5 % de l'offre mondiales d'énergie. A cause de la croissance démographique, du recul de certains combustibles traditionnels et, pour certains pays, du développement industriel, la consommation continuerait à croître à un rythme soutenu d'ici 1990. Mais leurs importations nettes seront encore trop faibles pour peser sur le marché mondial, d'autant plus qu'on prévoit un développement de leur production.

• Il reste à considérer la situation des autres sources d'énergie qui donnent lieu à échanges, c'est-à-dire le *charbon et le gaz naturel*. La somme des productions de ces deux combustibles était, en 1980, supérieure de 18 Mtep à celle de pétrole. Mais les marchés du gaz et du charbon sont assez étroits : en 1980 ils concernaient environ 170 Mtep chacun, ce qui représentait respectivement 13 et 10 % de la production mondiale. Ils sont donc *a priori* moins vulnérables que le marché du pétrole brut, qui touchait, avec 1 600 Mtep en 1980, plus de la moitié de la production mondiale. Cependant, l'augmentation prévue des importations de certains pays — Japon, Etats-Unis — ne permet pas d'exclure des tensions sur ces marchés.

Les réserves mondiales de gaz et de charbon étant très importantes, il s'agira surtout de savoir si les rapports qui s'établiront entre pays

TABLEAU 4 - 1980 : Principaux producteurs, exportateurs, importateurs et consommateurs d'énergie (en Mtep)

	Producteurs	Exportateurs nets	Importateurs nets	Consommateurs (1)
A. Energie totale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etats-Unis 1 438 2. URSS 1 334 3. Arabie Saoudite 502 4. Chine 422 5. Canada 193 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Arabie Saoudite 474 2. URSS 214 3. Irak 126 4. Venezuela 96 5. Nigéria 95 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Japon 304 2. Etats-Unis 295 3. France 151 4. RFA 147 5. Italie 121 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etats-Unis 1 630 2. URSS 1 022 3. Chine 400 4. Japon 296 5. RFA 242
B. Pétrole	<ol style="list-style-type: none"> 1. URSS 603 2. Arabie Saoudite 489 3. Etats-Unis 424 4. Irak 133 5. Venezuela 114 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Arabie Saoudite 469 2. URSS 158 3. Irak 126 4. Venezuela 96 5. Nigéria 95 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etats-Unis 317 (2) 2. Japon 240 3. RFA 119 4. France 113 5. Italie 99 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etats-Unis 670 2. URSS 348 3. Japon 187 4. RFA 109 5. France 92

(1) Consommation finale.

(2) Les Etats-Unis sont exportateurs nets de charbon, ce qui explique que leurs importations nettes de pétrole soient supérieures à leurs importations nettes d'énergie.

Source : *Annuaire des statistiques mondiales de l'énergie 1980 - ONU.*

producteurs, pays importateurs et compagnies internationales généreront des prix relatifs à ceux du pétrole, qui permettront une progression harmonieuse de l'exploration et de la production d'un côté, de la demande de l'autre. Notons, en ce qui concerne le charbon, que son prix est actuellement le tiers de celui du pétrole ; l'évolution probable de ce prix par rapport à celui des hydrocarbures devrait laisser une décote suffisante pour encourager la substitution tout en garantissant la rentabilité du développement de l'extraction. On trouvera plus de précisions à ce sujet dans l'article traitant des compagnies pétrolières internationales.

Si l'augmentation de la production est programmée à l'avance par des contrats à long terme d'importation associant les compagnies des pays importateurs à la production, comme c'est le cas actuellement au Japon, aucun problème ne devrait se poser. Par contre, des tensions pourraient apparaître si certains pays, faute d'une politique énergétique d'ensemble cohérente, étaient amenés à augmenter brutalement leurs importations : comme on le verra plus loin, cela pourrait être le cas pour les importations de gaz par les Etats-Unis dans l'hypothèse d'une baisse des prix du pétrole. Dans tous les cas toutefois les pays exportateurs auront du mal à contrôler le marché : pour le charbon, à cause de leur caractère disparate, pour le gaz parce que le coût élevé du transport incite les importateurs à rechercher un approvisionnement régional et donc à conclure des accords de prix bilatéraux.

3. Le désengagement des pays industrialisés vis-à-vis du pétrole sera lent

A l'horizon de moyen terme qui est ici le nôtre (1990), le rôle essentiel revient donc à la consommation des pays industrialisés qui, en 1980, représentait 80 % de la demande des économies de marché.

- Avec une production nationale négligeable, le *Japon* est le premier importateur net d'énergie du monde. Sa politique énergétique apparaît cohérente avec sa politique industrielle d'ensemble, et la constance de cette politique depuis les années 1960 permet une vision assez sûre de l'évolution des dix prochaines années : modération de la consommation, lent dégagement vis-à-vis du pétrole ; organisation de la substitution par le charbon et le gaz grâce à des prises de participation dans les mines à l'étranger. Grâce à cette politique, les importations totales d'énergie avaient déjà diminué de 4 Mtep entre 1973 et 1980, et les importations de pétrole de 31 Mtep. Le Japon risque d'éprouver des

difficultés sérieuses si la montée du protectionnisme ou une nouvelle augmentation brutale du rapport des prix de l'énergie et des produits manufacturés l'empêchent de couvrir ses nécessaires importations d'énergie par ses exportations de produits manufacturés. Par contre, il est peu probable que la politique énergétique soit remise en question si le prix du pétrole baisse.

• *Aux Etats-Unis*, le début d'un retour vers un meilleur équilibre énergétique ne date que de 1978 : déterminée par la hausse des prix de l'OPEP et la libération des prix du pétrole américain, cette tendance est trop récente pour qu'on puisse affirmer qu'elle sera durable. Dans une hypothèse favorable, on observerait la poursuite de la remontée de la production d'hydrocarbures, et un fort développement de la production de charbon ; la consommation, dont la baisse a été plus brutale qu'ailleurs depuis 1979, augmenterait faiblement ; l'accélération de la substitution du charbon au pétrole se confirmerait ; quant aux perspectives nucléaires elles restent encore incertaines.

Les capacités d'économies et d'augmentation de la production sont considérables ; mais le fait que l'essentiel de l'évolution de la situation énergétique soit de nouveau laissé à l'initiative privée risque de faire fluctuer les projets au gré des prix du pétrole.

Toutefois, même si les importations américaines restent importantes, il paraît exclu que leur influence puisse à nouveau être aussi déséquilibrante qu'elle l'a été dans le passé.

• Quant à *l'Europe de l'Ouest*, ses importations d'énergie représentaient encore, en 1980, plus de la moitié des exportations de l'OPEP.

Comme il ressort de l'article traitant des « Impacts du premier choc pétrolier sur les consommations finales » et des analyses menées par ailleurs dans le cadre des travaux de Sachem-Energie, on observe une modération de la consommation d'énergie dans les principaux pays européens immédiatement après les hausses de prix de 1973 et de 1979, mais des divergences apparaissent dans les modes d'adaptation. Au Royaume-Uni, malgré un effort notable en faveur du charbon, l'essentiel de la politique énergétique reste pour l'instant centré sur le développement de la production en Mer du Nord, qui devrait pourtant plafonner entre 1985 et 1990 ; d'autre part, les fluctuations de la demande y ont été jusqu'à maintenant déterminées dans une plus grande mesure par les variations du PNB que par les baisses des consommations unitaires. En Allemagne et en France au contraire apparaissent des économies notables par unité de PNB, en même temps qu'un effort considérable est effectué pour développer les sources d'énergie alternatives au pétrole : nucléaire en France, charbon en Allemagne.

Au total, avec des options très différenciées, les pays européens paraissent bien poursuivre leur désengagement par rapport au pétrole importé ; leurs importations nettes de pétrole ont diminué de 184 Mtep entre 1973 et 1980.

4. L'OPEP voit sa marge de manœuvre réduite mais son rôle restera essentiel

- L'examen des bilans énergétiques mondiaux a montré comment, à la suite des hausses des prix pétroliers, le développement de la production de pétrole dans différentes régions du monde avait comprimé *la part de l'OPEP dans la production mondiale*. Cette part est passée de 53 % en 1973 à 43 % en 1980, puis le mouvement s'est accéléré : 39 % en 1981, 35 % au premier trimestre 1982. L'essentiel du développement de la production s'est effectué dans quatre pays : l'URSS, la Chine, le Mexique et le Royaume Uni. Parmi eux, seul le Mexique a vu ses exportations augmenter sensiblement au cours de la période : la part de l'OPEP dans les échanges mondiaux de pétrole brut et dans l'approvisionnement énergétique global des pays à économie de marché a ainsi connu un tassement beaucoup moins fort.

Les années qui vont s'écouler d'ici à 1990 n'apporteront à cet égard pas de grand changement. Les articles sur l'URSS et la Chine permettent de conclure qu'à cet horizon l'importance de ces deux pays en tant qu'exportateurs nets ne sera pas modifiée. Le développement des productions pétrolières dans de nombreuses zones, s'il se poursuit, répondra surtout à la demande locale.

L'OPEP continuera de tenir une place essentielle dans l'approvisionnement pétrolier : elle se lit notamment dans les réserves pétrolières mondiales. Au début de l'année, 65 % des réserves prouvées de pétrole brut étaient concentrées dans les pays de l'OPEP. Ceux-ci connaissent des situations très différentes : certains, dont les réserves s'épuisent et dont la consommation interne retient une part de plus en plus importante de la production, ne seront sans doute plus exportateurs en 1990 (ce devrait être le cas de l'Equateur, du Gabon et de l'Indonésie). Mais globalement l'OPEP reste la seule zone où les capacités d'exportations peuvent être notablement étendues.

- Cependant, *la modification du rôle de l'OPEP* sur le marché pétrolier ne se manifeste pas seulement dans les volumes : les évolutions énergétiques et économiques qu'ont connues les pays industrialisés au cours de la précédente décennie sont venues limiter les possibilités

d'action de l'Organisation. Il est maintenant pratiquement admis par tous qu'une réduction du prix du pétrole serait impuissante à relancer durablement la croissance des pays industrialisés occidentaux. Si la hausse des prix pétroliers peut contribuer à une diminution de la demande pétrolière et plus généralement à un ralentissement de l'activité économique, en sens inverse, une baisse des prix ne pourrait guère provoquer la relance qui, seule, permettrait un redémarrage de la demande pétrolière.

TABLEAU 5 - Réserves prouvées de pétrole brut au 1^{er} janvier 1982

	Millions de tonnes	Nombre d'années de production au rythme de 1981	Part des réserves mondiales (%)
TOTAL MONDE	91 022	32	100
• Pays développés à économie de marché ...	8 420	12	9,3
dont : Etats-Unis	4 063	8	4,5
Royaume-Uni	2 019	23	2,2
Norvège	1 040	45	1,1
• Pays de l'Est	11 711	16	12,9
dont : URSS	8 595	14	9,4
Chine	2 714	27	3,0
• OPEP	59 107	52	64,9
Arabie Saoudite	22 900	47	25,2
Koweït	8 797	152	9,7
Iran	7 776	120	8,5
Emirats Arabes Unis	4 390	60	4,8
Irak	4 052	92	4,5
Libye	3 083	56	3,4
Venezuela	2 769	24	3,0
Nigéria	2 251	33	2,5
Indonésie	1 307	15	1,4
Algérie	1 102	28	1,2
Qatar	468	24	0,5
Equateur	116	12	0,1
Gabon	66	8	0,1
• Autres pays en développement	11 784	35	12,9
dont : Mexique	7 775	65	8,5

Source : Oil and Gas Journal.

Les choix « stratégiques » de l'OPEP se trouvent limités par cette asymétrie des réactions de l'économie mondiale : ne pouvant utiliser les prix pour agir sur une demande déprimée, elle ne peut que soutenir les prix en ajustant son offre.

Dans un tel contexte, le rôle des exportateurs non OPEP peut être extrêmement important. Il met en évidence la contradiction entre les intérêts particuliers d'un pays exportateur donné qui cherche à accroître sa part, et les conséquences globales de sa politique sur la situation du marché et de l'ensemble des exportateurs. La volonté du Mexique et de la Grande-Bretagne de jouer isolément le jeu du marché tout en bénéficiant de l'influence de l'OPEP n'est pas différente de celle qu'expriment sporadiquement la plupart des pays de l'OPEP quand ils manifestent leur opposition aux contraintes imposées par l'Organisation, que ce soit par des critiques à l'encontre de l'Arabie Saoudite ou en menant une politique indépendante de production ou de prix.

Les exportateurs non OPEP n'ont qu'une marge de manœuvre étroite s'ils ne veulent pas que leur politique pétrolière vienne provoquer des perturbations majeures : chaque gain que l'un de ces pays obtient sur le marché doit être compensé par une nouvelle réduction des exportations et des recettes des pays membres de l'OPEP et notamment de ceux qui se trouvent directement concurrencés.

5. La croissance économique devient la variable centrale des scénarios de prix du pétrole

• Les *forces de rupture* ont toujours existé au sein de l'OPEP : les intérêts pétroliers des pays membres, qu'ils sont censés défendre ensemble, ne sont pas toujours convergents puisqu'ils sont liés à leurs situations politiques, démographiques et économiques dont la diversité n'est plus à souligner.

Jusque là, ces divergences se sont toujours manifestées dans les périodes de tension du marché où chaque pays semblait pouvoir impunément jouer son propre jeu.

Au contraire, dans les périodes de détente, si l'OPEP n'avait effectivement jamais mis en place de programme de réduction et de répartition de la production, elle était parvenue à maintenir le prix du pétrole, l'Arabie Saoudite ayant joué à cet égard un rôle déterminant.

La capacité exceptionnelle de l'Arabie Saoudite à comprimer ou à augmenter sa production pétrolière, combinée à une position financière

elle aussi de plus en plus exceptionnelle, portent aujourd'hui plus que jamais ce pays au-devant de la scène pétrolière. De l'examen de sa politique pétrolière, il semble possible de conclure que l'Arabie Saoudite a actuellement la volonté et les moyens de soutenir les prix *nominiaux* du pétrole, jusqu'à ce qu'une reprise permette le maintien des prix *réels*. C'est là l'hypothèse centrale qu'il nous semble possible de retenir, l'éventualité de « chocs pétroliers », surtout à la hausse ne semblant pas très importante.

Bien sûr un choc pétrolier est toujours possible si survient un événement politique de nature à faire chuter la production. C'est un « aléa » permanent mais, actuellement, les capacités inemployées sont telles que la défaillance d'un producteur, si ce n'est celle du plus important, ne conduirait pas à un « choc » mais tout au plus à une certaine « tension » du marché.

Par ailleurs, on exclut l'hypothèse d'une reprise rapide et forte de l'activité dans les pays importateurs. En tout cas, là aussi, les capacités de réponse à une éventuelle hausse de la demande existent dans les pays de l'OPEP, et il est permis de penser qu'après avoir mesuré les conséquences du deuxième choc pétrolier, ces pays n'hésiteront pas à les employer.

Par contre, la possibilité d'une forte baisse des prix n'est pas totalement à exclure. Si le marché se rétrécit encore et que, face à cette situation de plus en plus critique, se multipliait le nombre d'exportateurs, membres ou non de l'OPEP, amenés à jouer des jeux séparés, le soutien du prix de 34 \$ ne pourrait plus être assuré.

La seule limite à la baisse des prix serait alors une organisation par l'OPEP de l'ajustement des prix et des quantités jusqu'à un prix d'équilibre. Cette hypothèse de régulation par l'OPEP supposerait une cohésion des pays membres dont on ne voit guère comment, après s'être rompue autour de la défense du prix à 34 \$, elle pourrait se reformer rapidement pour éviter un effondrement des prix. S'il se produisait, cet effondrement frapperait directement les pays exportateurs et les compagnies pétrolières, les deux acteurs de la scène pétrolière qui ont le moins d'inertie, ainsi que ceux des pays importateurs qui sont aussi producteurs. On pourrait alors assister à une série de réactions en chaîne particulièrement déstabilisantes.

Dans la mesure où ces perturbations seraient, à terme, défavorables à toutes les parties, on peut penser que les pays exportateurs, comme les compagnies pétrolières, veilleront à ne pas pousser leurs stratégies propres jusqu'au point de déclenchement de ce scénario.

Enfin, il faut souligner dans la conjoncture actuelle l'aléa majeur que représente l'évolution de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Mi-82, le conflit semblait pouvoir s'achever, ce qui aurait entraîné une réapparition progressive de la production irakienne sur le marché et une progression accélérée des exportations iraniennes. De ce point de vue, les difficultés actuelles de l'OPEP se seraient trouvées accrues. Mais depuis l'offensive lancée par l'Iran au cours du mois de juillet, les menaces faites de part et d'autre sur les installations pétrolières et les débouchés peuvent au contraire provoquer une légère tension sur le marché et offrir à l'OPEP un certain répit.

Ce sont là des éléments extrêmement conjoncturels mais ils sont déterminants dans une période où pour l'OPEP il s'agit de « tenir jusqu'à la reprise ».

- Les analyses des stratégies des compagnies pétrolières internationales et des pays exportateurs — notamment le Koweït — qui tentent de pénétrer en aval de la production du brut, tracent des perspectives à beaucoup plus *long terme*.

L'analyse de la politique pétrolière koweïtienne se conclut sur la constatation d'une convergence — et d'une concurrence — de la stratégie pétrolière de ce pays avec celle des grandes compagnies pétrolières occidentales. La pénétration des pays exportateurs en aval de la production du pétrole brut pourrait à terme conduire à une stabilisation des évolutions de prix dans la mesure où ces pays n'auraient plus pour seul objectif la valorisation de leur pétrole brut mais aussi celle de leurs unités de transformation.

L'analyse des stratégies des compagnies pétrolières montre que celles-ci cherchent, en jouant sur les trois grandes énergies dominantes (pétrole, charbon, gaz) à assurer la flexibilité de l'offre face à une demande incertaine ou aléatoire. Il existe une structure des prix relatifs des produits pétroliers, du charbon et du gaz qui correspond à cette stratégie et qui pourrait être atteinte à l'horizon 2000. De grandes lignes de tendances reliant 1982 à cet horizon peuvent être dessinées auxquelles il est intéressant de raccrocher les événements qui interviennent de façon discontinue dans le domaine énergétique.

Mais rien ne permet de penser que les trajectoires qui seront effectivement suivies seront rectilignes. Les évolutions à court et à moyen termes peuvent très sensiblement éloigner les prix de ces tendances, rapprocher ou au contraire éloigner l'horizon de cette structure d'équilibre

et conduire à d'importantes révisions de l'estimation du prix limite du pétrole brut que cette structure suppose (50 \$ le baril en dollars 1982). De plus, la capacité de réaction des compagnies aux événements qui s'imposent à elles est suffisamment grande pour que leurs stratégies connaissent de profondes réorientations.

• A *moyen terme* on ne dispose guère d'autres moyens d'analyses qu'une confrontation des perspectives d'offre et de demande. Cette méthode, qui a déjà montré ses limites, se heurte actuellement à l'ampleur des inconnues relatives à la demande : quelle sera la croissance économique des pays importateurs ? La réduction de la consommation pétrolière par unité de PNB se révélera-t-elle structurelle ou, au contraire, seulement temporaire ? Sur cette deuxième interrogation, les analyses des situations énergétiques des pays industrialisés présentées dans ce dossier apportent des éléments de réponse : l'un des enseignements qui s'en dégage est que les Etats-Unis, qui jouent un rôle essentiel sur le marché pétrolier, vont représenter une source importante d'aléas.

Quant à la croissance économique, elle est devenue la variable centrale des scénarios énergétiques de moyen terme. A cet égard on ne peut que souligner le renversement opéré par rapport au début des années soixante-dix dans l'approche de la question du prix du pétrole. A la suite du premier choc pétrolier, le prix du pétrole était considéré comme variable centrale des scénarios à moyen terme qui analysaient les conséquences de ses variations sur la croissance. A l'heure actuelle, la variable centrale apparaît bien être la croissance économique et d'elle, compte tenu de ce que l'on sait des capacités de production pétrolière et des comportements des exportateurs, se déduit le prix du pétrole.

La plupart des scénarios élaborés aussi bien en France qu'à l'étranger retiennent une hypothèse « moyenne » de croissance de 2 à 3 % par an. Tout le monde semble exclure la possibilité d'une reprise à des rythmes plus importants tandis que les conséquences d'une récession prolongée et aggravée paraissent trop importantes et déborder trop largement le seul domaine énergétique pour être facilement envisagées.

Ainsi, le scénario construit par Antoine Ayoub (2) semble représentatif de ces scénarios « de juste milieu » qui excluent les « catastrophes ». Supposant une reprise de l'activité économique suffisante pour porter la demande pétrolière adressée à l'OPEP à 25 millions de barils/jour en 1985, le scénario de prix est le suivant :

— jusqu'en 1985, gel des prix nominaux à 34 \$;

(2) A. Ayoub : « Où va le prix du pétrole ? », Cahier 82.03, GREEN, université de Laval, Québec.

— après 1985, augmentation du prix réel de 1 % en moyenne annuelle se décomposant en deux périodes :

- 1985/1987 : hausse nominale n'atteignant pas le rythme de l'inflation mondiale,
- 1987/1990 : hausse nominale dépassant le rythme de l'inflation mondiale.

Cette légère augmentation réelle du prix du pétrole en fin de période serait la conséquence d'une reprise de l'activité et d'une accélération de l'inflation, tandis que dans le domaine énergétique le gel des prix aurait ralenti les efforts de substitution et d'économie des pays importateurs conduisant à une légère tension du marché pétrolier.

Ce type de scénario est en concordance avec la stratégie actuelle de l'OPEP : soutenir le prix nominal dans l'attente d'une reprise.

Les analyses qui confèrent au prix spot un rôle central en soulignant les corrélations qui s'établissent entre les prix officiels de l'OPEP et le prix sur le marché libre, permettent de mieux appréhender rétrospectivement les mécanismes de formation de prix, mais leur utilisation prospective se ramène nécessairement à une confrontation de l'offre et de la demande. C'est ce qui est particulièrement bien montré dans l'article récent de P.K. Verleger (3) qui conclut son analyse en montrant que la chaîne de causalité est bien la suivante : les décisions d'augmentation ou de diminution de la production par les pays de l'OPEP affectent (on peut ajouter en fonction de la demande et du jeu des compagnies pétrolières) les prix des produits pétroliers, et ces changements affectent en retour les prix de l'OPEP. La relation prix spot-prix de l'OPEP est bien une relation « en bout de chaîne », les déterminants essentiels, que l'on doit retenir dans un exercice prospectif, se situant en amont.

A cet égard, on ne peut souscrire sans réserves à l'opinion de plus en plus répandue selon laquelle « ce n'est pas l'OPEP qui a décrété les hausses de 1973 et 1979 : c'est le marché libre ». L'OPEP n'a effectivement pas « décrété » arbitrairement les hausses de prix officiels, celles-ci sont intervenues à la suite de l'augmentation des prix spot, mais cette dernière ne faisait que traduire le désajustement entre l'offre et la demande provoqué initialement par la réduction des exportations des pays de l'OPEP. Le marché libre n'a été qu'un maillon intermédiaire où se sont révélés — et dans certains cas amplifiés par le jeu des anticipations et des spéculations — les désajustements dont l'origine provenait bien des pays exportateurs.

(3) P.K. Verleger : « The determinants of official OPEC crude prices », *The review of Economics and statistics*, May 1982.

De ce point de vue, la mise en œuvre d'une politique concertée de stockage par les pays importateurs que certains préconisent (4) aurait l'avantage de réduire la sensibilité de ces pays aux variations de l'offre pétrolière et contribuerait à modérer les mouvements de prix. Toutefois, venant limiter le pouvoir stratégique des compagnies et des pays exportateurs, elle aurait toutes les chances d'être contrée par ces deux intervenants. On ne peut échapper au fait que sur le marché pétrolier se trouvent confrontés des intérêts divergents si ce n'est contradictoires, et que notamment, s'agissant des pays de l'OPEP, c'est le seul endroit où peut se manifester leur puissance face à celle industrielle, commerciale, financière et politique des pays industrialisés. C'est la raison pour laquelle ces pays n'ont jamais voulu engager de dialogues sur un « nouvel ordre pétrolier » qui ne soit intégré à un dialogue sur un « nouvel ordre économique mondial ». Toute tentative de réduire, sans contrepartie l'influence économique de ces pays risquerait de provoquer de nouvelles tensions.

Agnès Chevallier, Nina Kousnetzoff

(4) Cf. Christian Stoffaas.

